



Le social democratic front, SDF, a averti le régime de Biya qu'il s'opposerait à toute tentative future d'organiser des élections dans le pays si la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays n'est pas résolue.

Le parti a pris la décision ce week-end lors d'une réunion du Comité exécutif national, qui s'est tenue à Yaoundé.

En effet, le parti a déclaré qu'il avait mené de larges consultations dans les deux régions anglophones sous les auspices du président Ni John Fru Ndi et avait transmis les recommandations au chef de l'Etat qui ont depuis été ignorées mais ne cesseront pas leurs efforts pour trouver une issue de la crise.

Ainsi, le SDF a présenté au gouvernement six points essentiels qui, selon eux, contribueront à débloquer l'impasse actuelle dans les deux régions en crise et à ramener la vie normale à la normale.

La première de ces mesures consiste à accorder une amnistie générale à tous ceux qui ont été emprisonnés dans le cadre de la crise, ainsi qu'à ceux qui sont en exil, avant d'appeler à un cessez-le-feu immédiat.

Le parti a ajouté qu'un dialogue significatif et large devrait être appelé avec les personnes lésées afin de rechercher des solutions durables à la crise.

Le parti souhaite également la création d'une Commission nationale Vérité, Réconciliation, Reconstruction et Réintégration des victimes de la crise.

Enfin, le parti a appelé le gouvernement à mettre en place une commission constitutionnelle chargée de déterminer la forme de l'État, un code électoral consensuel et un organe organisateur électoral acceptable.

Rappelons que le Cameroun a organisé les élections présidentielle et sénatoriales de 2018, marquées par la violence dans les régions anglophones, et espère organiser des élections législatives et municipales à la fin de l'année.

La semaine dernière, le chef de l'Etat, Paul Biya, a appelé les autorités à se préparer pour les élections régionales mais n'a pas précisé quand.